

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française . . 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		
Avion	3.300 frs 1.700 frs		
Etranger 1 an 6 mois			
Ordinaire	1.600 frs 900 frs		
Avion	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays		
	d'expression française 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1966

12 juil. — Décret n° 66-118 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion	2
18 juil. — Décret n° 66-119 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires du trésor	7
21 juil. — Décret n° 66-120 modifiant les décrets n° 63-63 du 28 mai 1963 et n° 63-149 du 9 décembre 1963 portant nomination de représentants de la République togolaise auprès d'organismes financiers	10
21 juil. — Décret n° 66-121 créant auprès du ministère de la santé publique un comité d'aide aux lépreux	11
25 juil. — Décret n° 66-122 agréant la société togolaise des plastiques au régime d'entreprise prioritaire et fiscal de longue durée	11
27 juil. — Décret n° 66-123 portant nomination d'un magistrat	12
27 juil. — Décret n° 66-124 portant nomination d'un magistrat	12
1 ^{er} août — Décret n° 66-125 portant nomination du substitut général près la cour d'appel	12

1 ^{er} août — Décret n° 66-126 portant nomination du procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé	12
1 ^{er} août — Décret n° 66-127 portant approbation du budget primitif de la société togolaise d'extraction d'huile de palme (SOTEHPA) pour l'exercice 1966	13
4 août — Décret n° 66-128 portant désignation du président du conseil d'administration de la société « Loterie nationale togolaise »	13
17 août — Décret n° 66-131 portant nomination du commissaire général du Togo près l'exposition universelle de Montréal	13
17 août — Décret n° 66-132 réglementant l'utilisation des véhicules administratifs ainsi que l'octroi d'indemnités compensatrices	13
22 août — Décret n° 66-133 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1965-66	15
26 août — Décret n° 66-135 portant création du secteur palmier et approbation des statuts	16
26 août — Décret n° 66-136 portant organisation du centre national de formation sociale	18
29 août — Décret n° 66-137 abrogeant le décret n° 65-188 du 18 décembre 1965 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne	19
29 août — Décret n° 66-138 interdisant toute relation avec la Rhodésie du Sud	19
29 août — Décret n° 66-139 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1965	20

29 août — Décret n° 66-140 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Nuatja, exercice 1966	20
29 août — Décret n° 66-141 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Anécho, exercice 1965	20
29 août — Décret n° 66-142 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1966	20
29 août — Décret n° 66-143 portant nomination d'un conseiller à la cour d'appel du Togo	20

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

1966

17 août — Arrêté n° 3/MEN définissant le programme de sciences naturelles dans les cours complémentaires	20
--	----

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

1966

3 août — Arrêté n° 17/MCIT autorisant l'ouverture d'un comptoir d'achat et de vente de pierres précieuses	22
---	----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (<i>Avis de bornage</i>) ..	22
---	----

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DECRET N° 66-118 du 12-7-66 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique, leur organisation en grades et leur échelonnement indiciaire ;

Sur proposition du ministre de la fonction publique et du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est institué, conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi 58-66 du 1^{er} décembre 1958, un corps des fonctionnaires de la radiodiffusion

réparti en deux spécialités comprenant chacune quatre cadres énumérés ci-après :

A) — Spécialité technique

1°) — cadre des ingénieurs de la radiodiffusion

2°) — cadre des ingénieurs des travaux

3°) — cadre des contrôleurs techniques

4°) — cadre des agents techniques

B) — Spécialité des programmes et de la presse parlée.

1°) — cadre des administrateurs de la radiodiffusion

2°) — cadre des animateurs de chaîne et des rédacteurs en chef

3°) — cadre des animateurs de programmes et des journalistes

4°) — cadre des assistants de production et des rédacteurs.

A) — SPECIALITE TECHNIQUE

TITRE I

Cadre des ingénieurs de la radiodiffusion

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 2 — Les ingénieurs assurent la direction et le contrôle du fonctionnement des services techniques. Ils sont chargés des études techniques, de la mise au point de schémas de principe, de plans d'équipement, de méthodes d'entretien. Ils procèdent à l'étude des projets et à la direction des opérations de montage et d'entretien, au contrôle du service des bâtiments et du service automobile, à l'examen des marchés et des cahiers de charges pour les fournitures de matériel, à la réception des travaux et fournitures, à la mise à l'étude, la mise au point et la surveillance de la réalisation des projets établis par les constructeurs ou les ateliers de l'administration.

Art. 3 — Le cadre des ingénieurs est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et dans le groupe AI (haute spécialisation) défini à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 4 — Le cadre des ingénieurs comprend trois grades :

— le grade initial d'ingénieur

— le grade moyen d'ingénieur principal

— le grade terminal d'ingénieur en chef.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 5 — Les ingénieurs sont recrutés exclusivement sur titres parmi les candidats titulaires du diplôme de l'école supérieure des télécommunications de Paris-France ou du diplôme d'une grande école reconnu équivalent.

On accède à ces écoles par deux voies :

- concours direct ouvert aux candidats pourvus d'une licence d'enseignement supérieur (sciences)
- concours professionnel ouvert aux ingénieurs des travaux.

TITRE II

Cadre des ingénieurs des travaux

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 6 — Les fonctionnaires du cadre des ingénieurs des travaux sont chargés sous l'autorité des fonctionnaires du cadre des ingénieurs de radiodiffusion de l'instruction des affaires et de l'élaboration des projets de solution, concernant le montage, la mise en œuvre et l'entretien des installations techniques du service de la radiodiffusion. Ils effectuent sur pièces toutes études, enquêtes et tous contrôles de la gestion des contrôleurs techniques et participent à l'établissement des marchés et des cahiers des charges pour la fourniture du matériel et à la réception des travaux et des fournitures.

Art. 7 — Le cadre des ingénieurs des travaux est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et dans le groupe A2 (normal) défini à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 8 — Le cadre des ingénieurs des travaux comprend trois grades :

- le grade initial d'ingénieur des travaux
- le grade moyen d'ingénieur principal des travaux
- le grade terminal d'ingénieur en chef des travaux

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 9 — Les ingénieurs des travaux sont recrutés exclusivement sur titres parmi les candidats ayant suivi avec succès la formation du deuxième cycle (AT3) au studio-école de l'office de coopération radiophonique de Maisons-Laffite (France) ou parmi les candidats titulaires d'un diplôme technique reconnu équivalent.

TITRE III

Cadre des contrôleurs techniques de la radiodiffusion

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 10 — Les contrôleurs techniques sont chargés, sous l'autorité des fonctionnaires du cadre des ingénieurs du montage, de la mise en œuvre et de l'entretien des installations techniques de la radiodiffusion. Dans les centres les plus importants, ils sont plus spécialement chargés du contrôle et de l'encadrement des agents techniques.

Art. 11 — Le cadre des contrôleurs techniques est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 12 — Le cadre des contrôleurs techniques comprend trois grades :

- le grade initial de contrôleur de 2^e classe
- le grade moyen de contrôleur de 1^{re} classe
- le grade terminal de contrôleur principal

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 13 — Les contrôleurs techniques de 2^e classe sont recrutés :

1°) — par concours professionnel ouvert aux agents techniques ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours ;

2°) — sur titres parmi les candidats ayant suivi avec succès la formation du premier cycle (AT2) du studio-école de l'office de coopération radiophonique de Maisons-Laffite (France) ou titulaires d'un diplôme professionnel dont le niveau est reconnu équivalent.

La répartition des emplois à pourvoir entre les deux modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

- concours professionnel 30%
- sur titres 70%

TITRE IV

Cadre des agents techniques de la radiodiffusion

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 14 — Les agents techniques sont chargés, sous les ordres des contrôleurs techniques, des travaux de montage, de la mise en œuvre, de l'entretien et de l'exploitation des installations techniques du service de la radiodiffusion.

Art. 15 — Le cadre des agents techniques est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 16 — Le cadre des agents techniques comprend trois grades :

- le grade initial d'agent technique de 2^e classe
- le grade moyen d'agent technique de 1^{re} classe
- le grade terminal d'agent technique principal

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 17 — Les agents techniques de 2^e classe sont recrutés :

1°) — par concours direct ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme ayant un niveau équivalent à celui de la fin du premier cycle de l'enseignement du second degré ;

2°) — par concours professionnel ouvert :

a) — aux fonctionnaires ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours dont deux ans au service de la radiodiffusion ;

b) — aux agents non fonctionnaires qui satisfont aux dispositions des articles 16 et 17 de la loi numéro 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et qui ont au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours au service de la radiodiffusion ;

3°) — sur titres aux candidats titulaires d'un double certificat d'aptitude professionnelle ou d'un certificat d'aptitude professionnelle industrielle.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages ci-après :

— concours direct.	60%
— concours professionnel	20%
— sur titres	20%

Art. 18 — Les candidats admis dans le cadre par le concours direct prévu à l'article 17-1° suivent obligatoirement un cours d'instruction et d'initiation professionnelle organisé dans les services de la radiodiffusion.

B — SPECIALITE DES PROGRAMMES ET DE LA PRESSE PARLEE

TITRE V

Cadre des administrateurs de la radiodiffusion

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 19 — Les administrateurs de la radiodiffusion sont chargés des fonctions de conception, de coordination de direction, ainsi que de toutes études générales.

Art. 20 — Le cadre des administrateurs est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 et dans le groupe AI (haute spécialisation) défini à l'article 2 du décret numéro 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 21 — Le cadre des administrateurs comprend trois grades :

- le grade initial d'administrateur de 2^e classe
- le grade moyen d'administrateur de 1^{re} classe
- le grade terminal d'administrateur principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 22 — Les administrateurs de 2^e classe sont recrutés :

a) — sur titres parmi les candidats titulaires d'une licence d'enseignement supérieur ayant suivi un stage d'initiation dans une école ou un établissement dispensant un enseignement pour la formation des cadres supérieurs de la radiodiffusion et du journalisme ;

b) — par concours professionnel ouvert aux animateurs de chaîne et aux rédacteurs en chef.

Les candidats au concours professionnel doivent justifier d'au moins cinq ans de services effectifs dans le cadre des animateurs de chaîne et des rédacteurs en chef.

La répartition des emplois à pourvoir entre les deux modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— sur titres	60%
— concours professionnel.	40%

TITRE VI

Cadre des animateurs de chaîne et des rédacteurs en chef

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 23 — Les animateurs de chaîne et les rédacteurs en chef sont chargés, sous l'autorité et le contrôle des supérieurs hiérarchiques du service de la radiodiffusion, de la coordination des activités et de la gestion du service des programmes ou du journal parlé.

Ils assurent également à un niveau élevé la production, la réalisation ou l'animation des émissions d'information générale ou des programmes radiophoniques répondant aux objectifs politiques, économiques, culturels et sociaux fixés par le gouvernement.

Art. 24 — Le cadre des animateurs de chaîne et des rédacteurs en chef est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 dans le groupe A2 (normal) défini à l'article 2 du décret numéro 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 25 — Le cadre des animateurs de chaîne et des rédacteurs en chef comprend trois grades :

- le grade initial d'animateur de chaîne ou de rédacteur en chef de 2^e classe
- le grade moyen d'animateur de chaîne ou de rédacteur en chef de 1^{re} classe
- le grade terminal d'animateur de chaîne ou de rédacteur en chef principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 26 — Les animateurs de chaîne et les rédacteurs en chef de 2^e classe sont recrutés exclusivement sur titres parmi les candidats titulaires :

1°) — de trois certificats de licence de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme reconnu équivalent, ayant en outre effectué un stage au studio-école de l'office de coopération radiophonique de Maisons-Laffitte (France) ou dans tout autre école ou établissement dispensant un enseignement pour la formation des cadres supérieurs de la radiodiffusion et du journalisme ;

2°) — du diplôme du centre de formation des journalistes de Paris (France) — cycle normal de deux ans — ou du diplôme de l'école supérieure des journalistes de Lille (France) — nouvelle formule — ou d'un diplôme reconnu équivalent;

3°) — du diplôme du deuxième cycle (AP3 et AV3) du studio-école de l'office de coopération radiophonique de Maisons-Laffitte (France) ou d'un diplôme reconnu équivalent.

TITRE VII

Cadre des animateurs de programmes et des journalistes

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 27 — Les animateurs de programmes et les journalistes sont chargés, sous l'autorité des animateurs de chaîne ou des rédacteurs en chef, de la conception, de la production, de la réalisation, de la mise en ondes, de la mise en pages et de l'animation des émissions d'information générale ou des programmes radiophoniques répondant aux objectifs politiques, économiques, culturels et sociaux fixés par le gouvernement.

Art. 28 — Le cadre des animateurs de programmes et des journalistes est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 29 — Le cadre des animateurs de programmes et des journalistes comprend trois grades:

- le grade initial d'animateur de programmes ou de journaliste de 2^e classe;
- le grade moyen d'animateur de programmes ou de journaliste de 1^{re} classe;
- le grade terminal d'animateur de programmes ou de journaliste principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 30 — Les animateurs de programmes et les journalistes de 2^e classe sont recrutés:

1°) — par concours direct ouvert aux candidats titulaires du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent;

2°) — par concours professionnel ouvert aux assistants de production et aux rédacteurs ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours;

3°) — Sur titres parmi les candidats titulaires:

a) — du diplôme du premier cycle (AP2 et AV2) du studio-école de l'office de coopération radiophonique de Maisons-Laffitte (France) ou du diplôme de l'école de journalisme rattachée à l'université de Dakar;

b) — du diplôme du centre de formation des journalistes de Paris-France (Formation accélérée), du diplôme de l'école supérieure des journalistes de Lille-France (ancienne formule) ou d'un diplôme professionnel reconnu équivalent.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée comme suit:

- concours direct 10%
- concours professionnel 30%
- sur titres: 60%

Art. 31 — Les candidats recrutés par le concours direct prévu à l'article 30-1° suivent obligatoirement un cours d'instruction professionnelle organisé dans les services de la radiodiffusion.

TITRE VIII

Cadre des assistants de production et des rédacteurs

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 32 — Les assistants de production et les rédacteurs assistent les animateurs de programmes et les journalistes dans la préparation et la réalisation des émissions. Ils sont en outre chargés de la production et de l'animation des émissions simples et de caractère local.

Art. 33 — Le cadre des assistants de production et des rédacteurs est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Le cadre des assistants de production et des rédacteurs comprend trois grades:

Le grade initial d'assistant de production ou de rédacteur de 2^e classe;

Le grade moyen d'assistant de production ou de rédacteur de 1^{re} classe;

Le grade terminal d'assistant de production ou de rédacteur principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 34 — Les assistants de production et les rédacteurs de 2^e classe sont recrutés:

1°) — par concours direct ouvert aux candidats titulaires du brevet élémentaire ou d'un diplôme reconnu équivalent;

2°) — par concours professionnel ouvert:

a) — aux fonctionnaires ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours dont deux ans au service de la radiodiffusion;

b) — aux agents non fonctionnaires qui satisfont aux dispositions des articles 16 et 17 de la loi numéro 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et qui ont au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours au service de la radiodiffusion.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants:

- concours direct 70%
- concours professionnel 30%

Art. 35 — Les candidats admis dans le cadre des assistants de production et des rédacteurs en application des dispositions de l'article 33 ci-dessus suivent obligatoirement un cours d'instruction et d'initiation organisé dans les services de la radiodiffusion.

TITRE IX

Chapitre I

Dispositions communes ou particulières

Art. 36 — Les concours directs et les concours professionnels prévus au présent décret sont organisés suivant les dispositions des articles 14 à 18 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 par arrêté du ministre de la fonction publique qui choisit les épreuves d'après les programmes fixés par arrêté.

Art. 37 — Lorsque les épreuves des concours directs ou professionnels proviennent des établissements spécialisés qui doivent recevoir les candidats admis, le ministre de la fonction publique désigne les membres de la commission de surveillance conformément aux dispositions de l'article 16 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 38 — Les candidats admis sur titres ou par concours direct dans les cadres constituant le présent corps sont nommés au premier échelon du grade initial.

Préalablement à leur titularisation, ils effectuent un stage conformément au titre III de la loi numéro 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et au titre II du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

La durée du stage est prise en compte pour l'avancement dans la limite maximum de un an.

Art. 39 — Les fonctionnaires admis par concours professionnel directement ou par la voie d'une école ou établissement spécialisé dans un cadre hiérarchiquement supérieur sont intégrés dans leur nouveau cadre conformément aux prescriptions de l'article 36 du décret d'application du statut général.

Art. 40 — Le nombre de fonctionnaires de chacun des cadres régis par le présent décret qui sont susceptibles d'être placés en position de détachement ou de disponibilité ne peut excéder 10% de l'effectif total de chaque cadre.

Chapitre II

Dispositions transitoires

Art. 41 — Les fonctionnaires remplissant les conditions de titres, de diplômes et de stage et servant au service de la radiodiffusion pourront être intégrés sur leur demande dans le présent corps dans la catégorie et au grade correspondant à leur situation dans leur corps de provenance. Ils conservent l'ancienneté acquise dans leur dernier échelon.

Art. 42 — Pourront être intégrés et reclassés, sur leur demande dans les cadres ci-dessus, les agents contractuels, décisionnaires ou permanents en service à la radiodiffusion et remplissant les conditions de titres

de diplômes ou de stage prévus au présent décret, ainsi que les fonctionnaires provenant des cadres de l'office de coopération radiophonique.

Le reclassement tiendra compte de l'ancienneté des intéressés depuis leur prise de service après l'obtention du diplôme ou leur retour de stage.

Art. 43. — Pourront être également intégrés; sur leur demande dans le cadre des animateurs de programmes et des journalistes compte tenu de leur ancienneté, les agents non fonctionnaires titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent ayant exercé pendant au moins deux ans l'une des fonctions définies à l'article 27 du présent décret.

Art. 44 — Pourront être intégrés dans le cadre des contrôleurs techniques compte tenu de leur ancienneté, les agents non fonctionnaires titulaires d'un diplôme technique ou professionnel de niveau égal à celui de la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et ayant exercé au moins pendant deux ans l'une des fonctions définies à l'article 10 ci-dessus.

Art. 45 — Pourront être intégrés dans le cadre des assistants de production et des rédacteurs compte tenu de leur ancienneté, les agents non fonctionnaires titulaires du brevet élémentaire ou d'un diplôme reconnu équivalent ayant au moins deux ans de fonction au service de la radiodiffusion.

Art. 46 — Pourront être intégrés dans le cadre des agents techniques compte tenu de leur ancienneté, les agents non fonctionnaires titulaires d'un diplôme technique ou professionnel ayant un niveau égal à celui de la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire ou d'un double certificat d'aptitude professionnelle et ayant au moins deux ans de fonction au service de la radiodiffusion.

Art. 47 — En application des dispositions de l'article 49 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 un concours professionnel pourra être ouvert pour chaque cadre aux agents non fonctionnaires ne remplissant pas les conditions de titres, de diplômes et de stage prévues ci-dessus.

Les candidats à ce concours doivent avoir au moins deux ans de services effectifs à la radiodiffusion et remplir les fonctions prévues pour le cadre auquel ils désirent avoir accès.

Art. 48 — Le ministre de la fonction publique et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 juillet 1966

Le Président de la République,

P. le Président de la République absent :

Le Vice-Président,

A. Meatchi

DECRET N° 66-119 du 18-7-66 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires du trésor.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique ;

Sur la proposition du ministre des finances et de l'économie et du ministre de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Il est institué en application des dispositions de l'article 21 de la loi 58-66 du 1^{er} décembre 1958, un corps des fonctionnaires du trésor comprenant les cadres ci-après :

- 1° — cadre des inspecteurs centraux
- 2° — cadre des inspecteurs
- 3° — cadre des contrôleurs
- 4° — cadre des agents de recouvrement
- 5° — cadre des commis du trésor.

TITRE I

Cadre des inspecteurs centraux

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 2 — Les inspecteurs centraux sont chargés de diriger, de contrôler et de coordonner les activités des services de la trésorerie. Ils peuvent être nommés fondés de pouvoirs à condition d'avoir accompli au moins 5 ans de service dans leur cadre. A ce titre, ils assistent ou suppléent le trésorier-payeur.

Le trésorier-payeur est nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre des finances, parmi les inspecteurs centraux à défaut, exceptionnellement parmi les inspecteurs.

Art. 3 — Le cadre des inspecteurs centraux est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 et dans le groupe AI (haute spécialisation) défini à l'article 2 du décret numéro 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 4 — Le cadre des inspecteurs centraux comprend trois grades :

- le grade initial d'inspecteur central de 3^e classe
- le grade moyen d'inspecteur central de 2^e classe
- le grade terminal d'inspecteur central de 1^{re} cl.

Chapitre II

Recrutement

Art. 5 — Les inspecteurs centraux sont recrutés exclusivement par concours professionnel ouvert aux inspecteurs parvenus au moins au grade moyen.

Art. 6 — Le concours professionnel est organisé suivant les dispositions des articles 14 à 18 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 par arrêté du ministre de la fonction publique sur proposition du ministre des finances et de l'économie.

Art. 7 — Les candidats admis au concours professionnel prévu à l'article 6 ci-dessus sont intégrés dans le cadre des inspecteurs centraux dans les conditions définies par l'article 36 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

TITRE II

Cadre des inspecteurs

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 8 — Les inspecteurs sont chargés de la direction des divers services de la trésorerie. Ils sont appelés à gérer les postes comptables (paieries, recettes, perceptions). Ils peuvent à défaut d'inspecteurs centraux remplissant les conditions définies à l'article 2 ci-dessus, assumer les fonctions de fondés de pouvoir, à condition d'avoir accompli au moins 7 ans de service dans leur cadre.

Art. 9 — Le cadre des inspecteurs est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 et dans le groupe A2 (normal) défini à l'article 2 du décret numéro 61-62 du 21 juillet 1961.

Art. 10 — Le cadre des inspecteurs comprend trois grades :

- le grade initial d'inspecteur de 2^e classe
- le grade moyen d'inspecteur de 1^{re} classe
- le grade terminal d'inspecteur principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 11 — Les inspecteurs de 2^e classe sont recrutés exclusivement parmi les élèves ayant suivi avec succès le cycle normal d'études de l'école nationale du trésor de Paris.

Les candidats accèdent à cette école :

- 1° — par concours direct du niveau de l'enseignement supérieur ;
- 2° — par concours professionnel ouvert aux contrôleurs ayant au moins cinq ans de service et n'ayant pas dépassé l'âge de 35 ans à la date du concours.

La répartition des places à attribuer dans les deux modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

- concours direct : 50%
- concours professionnel 50%

Art. 12 — Le concours direct comporte :

— *des épreuves écrites d'admissibilité* —

1^o) une dissertation sur un sujet d'ordre général pouvant être un sujet économique, administratif ou financier (coeff. 4).

2^o) une composition de géographie économique (coeff. 3).

3^o) une composition de mathématiques (coeff. 3).

4^o) un résumé de texte (coeff. 3).

— *des épreuves orales d'admission* —

5^o) une interrogation sur le droit financier (coeff. 3)

6^o) une interrogation sur le droit civil et le droit commercial — (coeff. 2).

7^o) une conversation d'une durée de 15 minutes avec un jury après une préparation de quinze minutes sur un sujet tiré au sort et relatif aux problèmes culturels, économiques et sociaux contemporains (coeff. 2)

Art. 13 — Le concours professionnel comporte :

— *des épreuves écrites d'admissibilité* —

1^o) une dissertation sur un sujet d'ordre général pouvant être un sujet économique, administratif, financier (coeff. 4).

2^o) une épreuve d'arithmétique (coeff. 3).

3^o) une épreuve professionnelle se rapportant à l'organisation et au fonctionnement du service (coeff. 3).

4^o) un résumé de texte (coeff. 3).

— *des épreuves orales d'admission* —

5^o) une interrogation sur la législation financière et l'organisation du service du trésor (coeff. 3)

6^o) une interrogation sur le droit civil ou le droit commercial (coeff. 2).

7^o) une conversation d'une durée de 15 minutes avec un jury après une préparation de 15 minutes sur un sujet relatif aux problèmes culturels, économiques et sociaux contemporains (coeff. 2).

TITRE III

Cadre des contrôleurs

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 14 — Les contrôleurs du trésor sont chargés dans les services de tenir les registres comptables, de passer des écritures, d'établir des documents comptables et statistiques sous le contrôle des inspecteurs. Ils peuvent être appelés à remplacer ceux-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 15 — Le cadre des contrôleurs est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 16 — Le cadre des contrôleurs comprend trois grades :

- le grade initial de contrôleur de 2^e classe
- le grade moyen de contrôleur de 1^{re} classe
- le grade terminal de contrôleur principal.

Chapitre II

Recrutement

Art. 17 — Les contrôleurs de 2^e classe sont recrutés :

1^o) par concours direct ouvert aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme reconnu équivalent ;

2^o) par concours professionnel ouvert aux agents de recouvrement ayant au moins cinq ans de services effectifs ;

3^o) parmi les élèves brevetés de l'école nationale d'administration (section financière — option trésor).

Peuvent également être recrutés contrôleurs de 2^e classe les stagiaires de l'E.N.S.T. de Paris qui n'auront pas subi avec succès le cycle des inspecteurs du trésor après examen de leur dossier personnel en commission administrative paritaire.

La répartition des emplois à pourvoir entre des trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct :	30%
— concours professionnel :	30%
— sur titres :	40%

Art. 18 — Le concours direct comporte :

— *des épreuves orales d'admissibilité* —

1^o) épreuve de mathématiques (coeff. 4).

2^o) épreuve de résumé de texte (coeff. 3).

3^o) épreuve de composition française sur un sujet d'ordre général (coeff. 4).

4^o) épreuve de géographie (coeff. 3).

— *des épreuves orales d'admission* —

5^o) une interrogation sur le droit administratif (coeff. 3).

6^o) une interrogation sur la législation financière (coeff. 3).

Art. 19 — Le concours professionnel comporte :

— *des épreuves écrites d'admissibilité* —

1^o) épreuve d'arithmétique (coeff. 3).

2^o) épreuve de résumé de texte (coeff. 3).

3^o) épreuve de composition française portant sur un sujet d'ordre général (coeff. 4)

4^o) épreuve professionnelle portant sur un sujet relatif à l'organisation de la trésorerie et aux opérations comptables des divers services (coeff. 4).

— *des épreuves orales d'admission* —

5^o) une interrogation sur le droit administratif et la législation financière (coeff. 3).

6^o) une interrogation sur les opérations du trésor (coeff. 3).

TITRE IV

*Cadre des agents de recouvrement**Chapitre I**Dispositions générales*

Art. 20 — Les agents de recouvrement exercent les fonctions d'exécution spécialisées dans les services de la trésorerie.

Art. 21 — Le cadre des agents de recouvrement est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 22 — Le cadre des agents de recouvrement comprend trois grades :

- le grade initial d'agent de recouvrement de 2^e classe
- le grade moyen d'agent de recouvrement de 1^{re} classe
- le grade terminal d'agent principal de recouvrement.

*Chapitre II**Recrutement*

Art. 23 — Les agents de recouvrement de 2^e classe sont recrutés :

1^o) par concours direct ouvert aux candidats titulaires du brevet élémentaire ou d'un diplôme reconnu équivalent.

2^o) par concours professionnel ouvert :

a) aux commis du trésor ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours ;

b) aux fonctionnaires de la catégorie D appartenant à tout autre corps ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours dont deux ans dans les services du trésor.

3^o) sur titres parmi les candidats titulaires du certificat de l'école nationale d'administration (section financière — option trésor).

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	10%
— concours professionnel	40%
— sur titres	50%

Art. 24 — Le concours direct comporte :

- 1^o) une composition française (coeff. 4)
- 2^o) une épreuve d'arithmétique (coeff. 3).
- 3^o) une épreuve de géographie d'Afrique et de Madagascar (coeff. 3).

Art. 25 — Le concours professionnel comporte :

- 1^o) une composition française (coeff. 4)
- 2^o) une épreuve d'arithmétique (coeff. 3).

3^o) une épreuve professionnelle portant sur un sujet relatif à l'organisation de la trésorerie et aux opérations comptables des divers services (coeff. 3).

TITRE V

*Cadre des commis du trésor**Chapitre I**Dispositions générales*

Art. 26 — Les commis du trésor sont chargés dans les services du trésor des travaux d'exécution.

Art. 27 — Le cadre des commis est classé dans la catégorie D définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 28 — Le cadre des commis comprend trois grades :

- le grade initial de commis de 2^e classe
- le grade moyen de commis de 1^{re} classe
- le grade terminal de commis principal.

*Chapitre II**Recrutement*

Art. 29 — Les commis de 2^e classe sont recrutés :

1^o) par concours direct ouvert aux candidats titulaires du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

2^o) par concours professionnel ouvert aux agents non fonctionnaires ayant au moins cinq ans de services effectifs à la date du concours dont deux ans à la trésorerie.

La répartition des emplois à pourvoir entre les deux modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct:	50%
— concours professionnel:	50%

Art. 30 — Le concours direct et le concours professionnel comportent chacun :

— des épreuves écrites :

- 1^o) une épreuve d'orthographe (coeff. 2)
- 2^o) une épreuve de rédaction sur un sujet d'ordre général (coeff. 2).
- 3^o) une épreuve d'arithmétique (coeff. 2).

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire.

Le nombre minimum des points exigés pour l'admission aux concours est 60/120.

TITRE VI

Dispositions communes

Art. 31 — Les concours directs prévus aux articles 11-1^o, 17-1^o, 23-1^o, 29-1^o et les concours professionnels visés aux articles 11-2^o, 17-2^o, 23-2^o et 29-2^o ci-dessus

sont organisés suivant les dispositions des articles 14 à 18 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961 par le ministre de la fonction publique, sur proposition du ministre des finances et de l'économie.

Art. 32 — Le ministre de la fonction publique désigne les membres de la commission de surveillance, du déroulement et de correction des épreuves conformément à l'article 16 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Lorsque les épreuves des concours directs ou professionnels proviennent des établissements spécialisés qui doivent recevoir les candidats admis, le ministre de la fonction publique désigne les membres de la commission de surveillance conformément aux dispositions du même décret.

Art. 33 — Les candidats admis par concours direct ou sur titres dans les cadres constituant le présent corps sont nommés au premier échelon du grade initial.

Préalablement à leur titularisation, ils effectuent un stage conformément aux dispositions du titre III du statut général et du titre II du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

La durée du stage entre en compte pour l'avancement dans la limite maximum de un an.

Art. 34 — Les fonctionnaires admis par concours professionnel directement ou par la voie d'une école ou établissement spécialisé dans un cadre hiérarchiquement supérieur sont intégrés dans leur nouveau cadre conformément aux dispositions de l'article 36 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Art. 35 — Le nombre des fonctionnaires de chacun des cadres régis par le présent décret qui sont susceptibles d'être placés en position de détachement ou de disponibilité ne peut excéder 10% de l'effectif total de chaque cadre.

TITRE VII

Dispositions transitoires

Art. 36 — Pendant une période de deux ans à compter de la date du présent décret l'âge limite exigé pour la participation au concours professionnel prévu à l'article 11-2° ci-dessus est fixé à 40 ans.

Art. 37 — Les fonctionnaires appartenant à d'autres corps, en service à la trésorerie seront, sur leur demande, versés dans l'un des cadres correspondant à celui auquel ils appartenaient.

Art. 38 — Les agents non fonctionnaires ayant subi avec succès l'examen de sortie de l'école nationale des services du trésor de Paris seront intégrés sur leur demande dans le cadre des inspecteurs visé au titre II ci-dessus.

Le classement tiendra compte de l'ancienneté des intéressés depuis leur prise de service après leur retour de stage.

Les fonctionnaires ou agents qui seraient en cours d'études à l'école nationale du trésor de Paris au moment de la mise en application du présent statut seront, en cas de succès, intégrés dans le cadre des inspecteurs pour compter de la date de leur prise de service à leur retour de stage.

Les agents ainsi intégrés, qui n'auraient pas accompli à la date de signature du présent décret au moins un an de service depuis leur prise de fonction seront soumis au stage prévu au titre III du statut général et au titre II de son décret d'application.

Art. 39 — Seront intégrés sur leur demande dans le cadre des contrôleurs, les fonctionnaires et agents en service à la date de signature du présent décret ayant effectué avec succès un stage réglementaire de perfectionnement de catégorie B dans une trésorerie de France.

Les fonctionnaires ou agents qui seraient en stage de catégorie B au moment de la mise en application du présent décret seront, en cas de succès, intégrés dans le cadre des contrôleurs pour compter de la date de leur prise de service, après leur retour de formation professionnelle.

Art. 40 — Le ministre de la fonction publique et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 juillet 1966

N. Grunitzky

DECRET No 66-120 du 21 juillet 1966 modifiant les décrets no 63-63 du 28 mai 1963 et no 63-149 du 9 décembre 1963 portant nomination de représentants de la République togolaise auprès d'organismes financiers.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi du 5 mai 1963 portant constitution de la République togolaise ;

Vu la loi no 62-11 du 15 mai 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Vu le décret no 63-63 du 28 mai 1963 portant désignation des représentants de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Vu la loi no 63-16 du 21 novembre 1963 autorisant le Président de la République à ratifier le traité du 12 mai 1962 instituant une Union Monétaire Ouest Africaine d'une part, l'accord de coopération du 12 mai 1962 entre la République française et les Républiques membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine d'autre part ;

Vu le décret no 63-149 du 9 décembre 1963 portant nomination de deux administrateurs au conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — L'article 2 du décret n° 63-63 du 28 mai 1963 est remplacé par un nouvel article ainsi libellé :

« Article 2. — M. Eugène Abaglo, directeur de l'économie au ministère des finances et de l'économie, est nommé gouverneur suppléant pour la République togolaise au Fonds Monétaire International ».

Art. 2. — L'article 1^{er} du décret n° 63-149 du 9 décembre 1963 est remplacé par un nouvel article ainsi libellé :

« Article 1^{er}. — Sont nommés en qualité d'administrateurs titulaires pour représenter la République togolaise au conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest :

— M. Antoine Méatchi, Vice-président de la République, ministre des finances et de l'économie,

— M. Eugène Abaglo, directeur de l'économie au ministère des finances et de l'économie ».

Art. 3. — Les autres dispositions des décrets n° 63-63 et n° 63-149 susvisés restent inchangées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 juillet 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-121 du 21 juillet 1966 créant auprès du ministère de la santé publique un comité d'aide aux lépreux.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Sur proposition du ministre de la santé publique ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — Il est créé auprès du ministère de la santé publique un comité d'assistance aux malades de la lèpre.

Art. 2. — Le comité d'assistance aux malades de la lèpre est chargé :

- de rechercher les voies et moyens de venir en aide aux lépreux
- de parrainer les diverses campagnes antilépreuses
- de veiller à la répartition des dons recueillis aux lépreux
- de pourvoir à la réintégration et à la réadaptation sociales des lépreux blanchis.

Art. 3. — Il comprend :

- le ministre de la santé publique ou son représentant, Président

- le ministre de l'éducation nationale ou son représentant,
- le ministre des affaires sociales ou son représentant,
- le directeur de la santé publique,
- le chef du service des grandes endémies,
- le chef du service de la lutte antilépreuse,
- le représentant de la croix rouge,
- le représentant de la mission évangélique,
- le représentant de la mission catholique,
- le représentant de la collectivité musulmane.

Membres

Ce comité, qui se réunira sur convocation de son président, pourra consulter éventuellement toute personne susceptible d'apporter son concours utile pour les tâches définies ci-dessus.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 juillet 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-122 du 25 juillet 1966 agréant la société togolaise des plastiques au régime d'entreprise prioritaire et fiscal de longue durée.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 65-10 du 21 juillet 1965 portant code des investissements ;

Vu la requête en date du 9 décembre 1965 formulée par la société togolaise de plastiques ;

Vu l'avis favorable émis par la commission des investissements lors de sa séance du 29 mars 1966 ;

Sur proposition du haut commissaire au plan ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — La société togolaise de plastiques, société anonyme au capital de 21 millions de francs CFA, dont le siège social est à Lomé, est agréée comme entreprise prioritaire.

Art. 2. — La société togolaise de plastiques est admise au bénéfice du régime fiscal de longue durée pour une période maximale de quinze (15) ans pour compter de la date du présent décret.

Art. 3. — Le capital social de ladite société devra être intégralement libéré dans un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent décret.

La société devra réaliser les investissements prévus dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent décret.

Dans toute la mesure compatible avec les possibilités de financement, les exigences de la technique et de la production, la société devra :

- favoriser l'emploi de la main-d'œuvre togolaise ;
- encourager la formation professionnelle technique ;

— permettre l'accès des togolais à tous les emplois disponibles de maîtrise et de cadre, en rapport avec leurs capacités.

Art. 4. — En cas d'inobservation des obligations définies aux articles 5 et 14, paragraphe (a) de la loi n° 65-10 et à l'article 3 du présent décret, le retrait ou l'annulation des avantages accordés à la société interviendra conformément aux dispositions de l'article 13 du code des investissements.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 juillet 1966

N. Grunitzky

DECRET N° 66-123 du 27 juillet 1966 portant nomination d'un magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 79 ;

Vu la loi du 12 juin 1961 portant organisation judiciaire du Togo ;

Vu la loi du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DECRETE :

Article premier. — M. Polo Arégba Alain, licencié en droit, titulaire du certificat du centre national d'études judiciaires de Bordeaux, est intégré dans la magistrature togolaise en qualité de magistrat du 3^e grade, 2^e échelon — catégorie A 1, indice 1.450) — Ancienneté dans l'échelon pour compter du 14 septembre 1965.

Art. 2. — M. Polo Arégba Alain est mis pour emploi à la disposition du président de la cour d'appel, jusqu'à nomination définitive prononcée après avis du conseil supérieur de la magistrature.

Art. 3. — La solde, ainsi que les accessoires de solde de l'intéressé, seront imputés au chapitre 16, article 6 du budget général (exercice 1966).

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 juillet 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-124 du 27 juillet 1966 portant nomination d'un magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 79 ;

Vu la loi du 12 juin 1961 portant organisation judiciaire du Togo ;

Vu la loi du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DECRETE :

Article premier. — M. Ajavon Ignace, licencié en droit, titulaire du certificat du centre national d'études judiciaires de Bordeaux, est intégré dans la magistrature togolaise en qualité de magistrat du 3^e grade, 2^e échelon — (catégorie A 1, indice 1.450) — Ancienneté dans l'échelon pour compter du 14 septembre 1965.

Art. 2. — M. Ajavon Ignace est mis pour emploi à la disposition du président de la cour d'appel, jusqu'à nomination définitive prononcée après avis du conseil supérieur de la magistrature.

Art. 3. — La solde, ainsi que les accessoires de solde de l'intéressé, seront imputés au chapitre 16, article 6 du budget général (exercice 1966).

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 juillet 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-125 du 1^{er} août 1966 portant nomination du substitut général près la cour d'appel.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu la loi n° 64-11 du 31 octobre 1964 relative à l'organisation de la cour suprême, notamment son article 2, paragraphe 2,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DECRETE :

Article premier. — M. Olympio Lucien, magistrat du 2^e grade, 1^{er} échelon, est nommé substitut général près la cour d'appel du Togo.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} août 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-126 du 1^{er} août 1966 portant nomination du procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu les nécessités du service,

DECRETE :

Article premier. — M. Quashie Léonidas, magistrat du 3^e grade, 4^e échelon, est nommé procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} août 1966.

N. Grunitzky

DECRET No 66-127 du 1^{er} août 1966 portant approbation du budget primitif de la société togolaise d'extraction d'huile de palme (SOTEHPA) pour l'exercice 1966.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret no 65-81 du 20 mai 1965 portant approbation des statuts de la société togolaise d'extraction d'huile de palme ;

Vu le rapport de présentation produit à l'appui du projet du budget primitif pour l'exercice 1966 approuvé par le conseil d'administration de la SOTEHPA au cours de sa réunion du 29 décembre 1965 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le budget primitif de la société togolaise d'extraction d'huile de palme pour l'exercice 1966 est approuvé et arrêté comme suit :

I) *Recettes* — à la somme de cinquante six millions cinq cent vingt quatre mille francs (56.524.000 francs),

dont :

A) *Recettes ordinaires* à la somme de quarante six millions quatre cent mille francs (46.400.000 francs)

B) *Recettes extraordinaires* à la somme de dix millions cent vingt quatre mille francs (10.124.000 francs).

II) *Dépenses* — à la somme de cinquante six millions cinq cent vingt quatre mille francs (56.524.000 francs).

dont :

A) *Dépenses ordinaires* à la somme de quarante six millions quatre cent vingt dix-neuf mille francs (46.099.000 francs).

B) *Dépenses extraordinaires* à la somme de dix millions quatre cent vingt cinq mille francs (10.425.000 frs).

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} août 1966.

N. Grunitzky

DECRET No 66-128 du 4 août 1966 portant désignation du président du conseil d'administration de la société « Loterie Nationale Togolaise ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi no 66-8 du 4 juillet 1966 portant création de la « LOTERIE NATIONALE TOGOLAISE » ;

Vu le décret no 66-117 du 18 juillet 1966 portant statuts de la Loterie nationale togolaise, notamment son article 6 ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — M. Godfroy Adamah, est nommé président du conseil d'administration de la société « Loterie Nationale Togolaise ».

Art. 2. — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET No 66-131 du 17 août 1966 portant nomination du commissaire général du Togo près l'exposition universelle de Montréal.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 27 ;

Vu le décret no 64-45 du 21 mars 1964 portant création d'un comité permanent des foires et expositions ;

Vu la décision no 7-MCIT du 13 mai 1964 nommant M. Ayivor Simon, secrétaire du comité permanent des foires et expositions ;

Sur proposition du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme,

DECRETE :

Article premier. — M. Ayivor Simon, secrétaire du comité permanent des foires et expositions est nommé commissaire général par le Togo près l'exposition universelle de Montréal 1967.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET No 66-132 du 17 août 1966 réglementant l'utilisation des véhicules administratifs ainsi que l'octroi d'indemnités compensatrices.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret 61-25 du 15 mars 1961 sur le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-75 du 4 mai 1962 réglementant l'utilisation des véhicules administratifs et l'octroi d'indemnités compensatrices ;

Vu le décret 64-107 du 28 août 1964 portant modification du décret 62-75 ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Aucune voiture administrative ne peut être affectée d'une manière permanente à un fonctionnaire ou agent autre que ceux énumérés à l'annexe I du présent décret.

Art. 2. — Les services ou établissements auxquels sont affectés en permanence des véhicules utilitaires pour leurs besoins généraux sont énumérés à l'annexe II du présent décret ; leur dotation en véhicules est fixée chaque année dans le cadre des attributions des crédits budgétaires.

Le garage central administratif dispose des véhicules dont les services centraux ont besoin pour leurs inspections et tournées.

Art. 3. — Les personnels énumérés à l'annexe III du présent décret, propriétaires d'un véhicule, pourront, sur leur demande, percevoir une indemnité compensatrice destinée à tenir compte des frais exposés par eux pour les besoins du service en ville.

Art. 4. — Les demandes seront transmises au ministère des finances et de l'économie par le ministre dont relève le fonctionnaire intéressé.

Le ministre dont relève le fonctionnaire intéressé donnera son avis sur l'opportunité de satisfaire la demande compte tenu des obligations de service qui la motiveront et en justifiant que la dotation en véhicules utilitaires de son département ministériel ne pourra lui permettre d'assurer le transport de ce fonctionnaire.

La décision sera prise par le ministre des finances et de l'économie.

Le montant mensuel de l'indemnité est fixée forfaitairement à :

- 10.000 francs pour le personnel figurant à l'annexe III sur la liste A.
- 6.000 francs pour le personnel figurant sur la liste B.

Art. 5. — Le fonctionnaire bénéficiaire d'une indemnité compensatrice utilise son véhicule personnel pour les besoins du service sous sa pleine et entière responsabilité.

L'octroi de l'indemnité est au demeurant subordonné à la production d'une attestation indiquant que le bénéficiaire a souscrit auprès d'une société notoirement solvable, une assurance pour couverture illimitée des dommages dont il pourrait être rendu responsable vis-à-vis des tiers par suite de l'usage ou du fait de son véhicule.

Art. 6. — Les personnels figurant à l'annexe I ne peuvent prétendre bénéficier des dispositions de l'article 3.

Art. 7. — Le fonctionnaire ou l'agent qui, bénéficiaire d'une indemnité compensatrice au titre de l'article 3, annexe III, utiliserait conjointement un véhicule attribué à son service ou à son établissement au titre de l'article 2, annexe II, se rendrait coupable d'une faute professionnelle grave passible de sanctions disciplinaires, sans préjudice des sanctions pécuniaires.

Le versement de l'indemnité compensatrice qui lui est octroyée sera suspendu dès la constatation des faits représentables et les sommes indûment perçues restituées.

Art. 8. — Sont abrogés les textes antérieurs, notamment les décrets n° 62-75 du 4 mai 1962 et 64-107 du 28 août 1964.

Art. 9. — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret, qui prendra effet pour compter du 1^{er} août 1966 et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 août 1966.

N. Grunitzky.

ANNEXE I

Fonctionnaires et agents pouvant avoir la disposition de voitures de fonction :

- Président de la cour suprême
- Inspecteurs de région
- Chefs de circonscriptions et de postes administratifs
- Directeur des sociétés régionales d'aménagement et de développement (SORAD)
- Représentants dans les circonscriptions des services centraux
- Chefs des forces armées togolaises
- Chef d'escadron de la gendarmerie nationale
- Chef du bureau militaire à la Présidence de la République
- Directeur de la sûreté
- Commissaires de police
- Inspecteur d'académie.

ANNEXE II

Services et établissements de Lomé ayant en affectation permanente des véhicules de service

- Assemblée nationale
- Présidence de la République
- Présidence de la cour suprême
- Service de la sûreté
- Service des postes et télécommunications
- Inspection mobile et permanente des S.A.F.
- Service des douanes
- Service topographique
- Garage administratif
- Service national de développement rural
- Direction des mines et service des carburants
- Service de la justice
- Service de l'agriculture
- Service de conditionnement des produits
- Service des pêches
- Service de l'élevage
- Service des eaux et forêts
- Service de l'enseignement
- Service des travaux publics
- Direction des C.F.T. et du wharf
- Service de la santé
- Service des affaires sociales
- Service de l'information
- Service de la radiodiffusion
- Service de la statistique
- Service hydro-pédologique

ANNEXE III

Fonctionnaires et agents pouvant être autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service et à percevoir une indemnité compensatrice

Liste A

- Le Secrétaire général à la Présidence
- Les directeurs de cabinet des ministres
- Les conseillers du gouvernement
- Le chef du protocole de la Présidence
- Le haut commissaire au plan
- Le directeur des études et du plan
- Le trésorier-payeur
- Le directeur de l'économie
- Le directeur du budget
- Les contrôleurs financiers délégués
- Le directeur des finances

- Le directeur du service des contributions directes
- Le chef du service de l'enregistrement et des domaines
- Le secrétaire général des affaires étrangères
- Le secrétaire général de l'intérieur
- Le directeur du service de l'agriculture
- Le procureur général près la cour suprême
- Les conseillers à la cour suprême
- Le président de la cour d'appel
- L'inspecteur des travaux du port
- Le directeur de la fonction publique
- L'inspecteur du travail
- Le directeur des postes et télécommunications
- Le directeur de la santé publique
- Les experts et le personnel de l'assistance technique dans la mesure où l'exécution des accords ou conventions les mettant à la disposition du Togo nécessiterait la fourniture d'un véhicule.

Liste B

- Les chefs de cabinet de ministre
- Les conseillers techniques de ministre
- Les attachés de cabinet.

A la présidence de la République

- Le chiffrer
- Le chef du service des voyages officiels
- Le commissaire aux réfugiés et aux chefferies
- Le chef du service des relations extérieures
- Le chef du service de financement des programmes
- Le chef du service de la statistique générale
- Le chef du service de la planification de l'emploi
- Le chef de l'institut national de recherches
- Le chef de la section industrie à la direction des études et du plan.

A la Vice-Présidence, ministère des finances et de l'économie

- Le chef du service du matériel
- L'adjoint au directeur du budget
- Le directeur adjoint du service des douanes
- Le chef des subdivisions douanières
- L'adjoint au directeur du service des contributions directes
- Le chef du service de vérification des contributions directes
- Le chef du service topographique
- Les fondés de pouvoirs du trésorier-payeur
- Le chef du service de l'office des changes.

Au ministère des affaires étrangères

- Les chefs de divisions
- Le délégué permanent du Togo auprès de l'UNESCO
- Le chef du protocole.

Au ministère de la justice

- Les présidents de chambre
- Le substitut près la cour d'appel
- Le président du tribunal de droit moderne
- Le procureur de la République et les substituts
- Les juges d'instruction
- Les conseillers à la cour d'appel.

Au ministère des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications

- L'architecte du gouvernement
- L'adjoint au directeur du réseau des CFT et wharf
- Le chef des services administratifs et financiers du réseau des CFT et wharf
- Le chef du service de l'exploitation
- Le chef du service de la voie et bâtiments
- Le chef du service du matériel et traction
- Le chef du service du wharf et phare.

Au ministère de l'économie rurale

- Le chef du service du secteur de modernisation agricole
- Le directeur du mouvement de la jeunesse pionnière
- Le chef du service des pêches
- Le chef du service de la coopération et du crédit.

Au ministère de la santé publique

- Les médecins chefs de service.

Au ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique

- Le chef du service de la main-d'œuvre
- Le directeur de l'école nationale d'administration.

Au ministère de l'éducation nationale

- Les proviseurs et principaux des lycées et collèges
- Le directeur de l'enseignement du second degré
- Le directeur de l'enseignement du premier degré
- Le directeur du service de la planification scolaire
- Le chef du service de l'inspection des sports
- Le médecin-inspecteur des écoles
- Le chef du service de l'africanisation des cadres
- Le directeur de l'enseignement technique.

Au ministère du commerce et de l'industrie

- Le chef du service du commerce
- Le chef du service du contrôle des prix.

DECRET N° 66-133 du 22 août 1966 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1965-66.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 65-174 du 1er décembre 1965 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1965-66 ;

Vu le décret n° 66-82 du 13 avril 1966 autorisant la commercialisation des cafés triages et brisures de la campagne 1965/66 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1965-66 est fixée au 31 août 1966.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 22 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET No 66-135 du 26 août 1966 portant création du secteur palmier et approbation des statuts.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi no 65-17 du 17 juillet 1965 autorisant la création de sociétés de développement ;

Vu le décret no 63-65 du 29 mai 1963 définissant les attributions du ministre de l'économie rurale ;

Vu le décret no 65-124 du 2 septembre 1965 portant création du haut commissariat au plan ;

Vu la convention de financement no 230-F-TO-E du 21 avril 1964, entre la Communauté Economique Européenne et la République togolaise, et notamment son annexe A « prescriptions techniques », paragraphe VI « conditions particulières », alinéa D « création et fonctionnement du secteur palmier » ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé, sous la tutelle du ministre de l'économie rurale, une société d'Etat dite « Secteur Palmier ».

Art. 2. — Sont approuvés les statuts de cette société, statuts annexés au présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 août 1966.

N. Grunitzky

STATUTS DU SECTEUR PALMIER**TITRE I**

Définition, objet, durée, siège,

Article 1^{er}

Il est constitué, pour le développement de la culture du palmier à huile, une société d'Etat, dite « Secteur de Palmier », et régie par les présents statuts.

Cette société est dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Article 2.

L'objet de la société est l'exécution d'un programme de culture du palmier à huile sélectionné, en vue du développement des industries connexes dans des zones ou des périmètres nommément désignés d'accord partie entre la société et le gouvernement du Togo. Tout ou partie de

ce programme peut avoir fait l'objet d'un accord d'assistance technique.

L'aspect social (participation de la population, éducation des cultivateurs et élévation de leur revenu) doit constamment être au premier plan des préoccupations de la société.

A cet effet, le secteur palmier organisera notamment :

— la propagande en faveur de la plantation rationnelle de palmiers à huile sélectionnés ;

— la prospection des peuplements naturels de palmiers à huile et l'appréciation de leurs possibilités d'exploitation et d'amélioration, en vue de la production d'huile de palme et de palmistes ;

— la préparation des programmes de plantation en matériel végétal sélectionné ;

— la fourniture de plants, et leur mise en place selon les normes techniques définies par les organismes de recherches spécialisés, et avec la participation de planteurs intéressés ;

— la fourniture de semences de plantes de couverture ;

— l'encadrement technique des cultivateurs intéressés, en matière de choix des zones de plantation, de défrichement, de piquetage, d'entretien et de fumure des jeunes plantations ;

— l'appui matériel éventuel, notamment en ce qui concerne le débardage susceptible d'être apporté aux planteurs ;

— déterminera des indemnités en cas de suppression de vieilles palmeraies et le paiement de ces indemnités ;

— la collaboration avec le directeur de la SOTEHPA pour l'organisation et le fonctionnement de la collecte des régimes, notamment en ce qui concerne la remise en état ou l'extension des pistes de collecte ;

— la gestion directe de certaines plantations de palmiers sélectionnés et notamment des parcelles de démonstration ;

— la collaboration d'une part, avec les services techniques du ministère de l'économie rurale pour le contrôle des abattages clandestins de palmiers à huile, d'autre part, avec les services administratifs et les organismes de crédit intéressés par les problèmes de développement de la culture du palmier à huile au Togo ;

— la passation avec les services administratifs des accords qui pourraient s'avérer nécessaires pour la réalisation de certains travaux ;

— et plus généralement, toutes les interventions se rattachant à la réalisation des programmes dont il est chargé.

Article 3.

Les travaux de pépinières, la livraison et la mise en place des plants seront effectués en régie. Tout recours éventuel à des soustraitants ne pourra se faire qu'après approbation préalable du comité de gestion.

Pour les plantations individuelles ou coopératives, le secteur palmier jouera le rôle de conseiller technique et d'organisme d'encadrement. Il peut également prendre en gérance directe certaines organisations communautaires financées par les établissements de crédit et qui demanderaient une réorientation.

Au début de chaque année, la direction du secteur palmier présentera aux autorités responsables un programme d'action accompagné d'un devis estimatif et d'un échéancier des paiements, d'un état des travaux et des prévisions d'emprunts. La direction du secteur palmier soumettra également les modifications éventuelles au programme initial, arrêtées d'un commun accord entre le ministre de tutelle et le représentant habilité de l'organisme de financement.

Article 4.

La société est créée pour une durée illimitée. Dans le cas de dissolution, qui ne pourra intervenir que par décret, le gouvernement veillera à ce que soient respectées les clauses des conventions de financement. La société pourra à tout moment être intégrée dans un organisme plus vaste de développement rural.

Article 5.

Le siège social est fixé à Tsévié. Il pourra être transféré par décret sur tout autre lieu du territoire.

TITRE II

Capital social et ressources

Article 6.

La société n'a pas de capital propre. Les ressources nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation des programmes dont elle est chargée peuvent provenir de deux sources de financement :

1 — Des organismes de financement.

— des dotations affectées aux programmes d'investissement, soit par les aides extérieures, soit par le budget d'investissement du Togo ;

— des participations et subventions du budget général du Togo, notamment par la mise à la disposition de personnel technique ;

— des subventions des collectivités locales, des dépôts de fonds, des avances des organismes de crédit agricole, ou de tout autre organisme de développement rural ;

— des legs et dons et toute autre ressource susceptible d'être attribuée par voie légale et réglementaire.

2 — Des recettes d'autofinancement résultant de la prestation de services rémunérés ou de la vente de produits.

Au cas où les organismes de financement cesseraient leur intervention, l'action entreprise sera poursuivie par les organismes de crédit.

Article 7.

L'utilisation des crédits mis à la disposition de la société suit normalement la procédure financière spéciale applicable aux investissements du plan. Toutefois, les crédits provenant d'aides étrangères ne suivront cette procédure que pour autant qu'elle n'est pas en contradiction avec les conventions de financement.

Pour les ressources d'autofinancement, les modalités d'assiette et de perception des tarifs de cession ou de prestation de service, le directeur proposera les tarifs applicables ou leur modification au comité de gestion du secteur palmier qui, après délibération, les transmettra, pour approbation, au ministre de tutelle.

Ces ressources donneront lieu à la tenue d'une comptabilité de type commercial.

Article 8.

Le programme annuel des travaux préparé par le directeur de la société, doit s'intégrer au programme régional de développement défini par le plan.

TITRE III

Fonctionnement

Article 9.

La direction générale de la société est assurée par un comité de gestion comprenant :

— le commissaire du gouvernement auprès de la société, président,

— un représentant désigné par le haut-commissaire au plan ;

— le directeur de la société régionale d'aménagement et de développement ;

— le directeur de la société.

Le comité de gestion est obligatoirement consulté pour tous les actes qui ne sont pas de gestion courante, tels que notamment :

— la fixation des dépenses d'administration ;

— la signature de tous traités ou marchés ;

— les acquisitions ou ventes autres que celles qui ressortent de l'administration courante ;

— la réalisation d'opérations financières avec des organismes publics ou privés ;

— l'examen et l'approbation du programme, du bilan d'activité et du budget annuel de la société.

Le comité de gestion se réunit en principe chaque trimestre. Il se réunit obligatoirement à la demande d'un de ses membres.

Article 10.

Le directeur du secteur palmier est nommé par arrêté du ministre de l'économie rurale. Il assure la gestion effective des affaires du secteur. Les attributions du directeur sont notamment les suivantes :

— il gère le secteur palmier, le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile et administrative, à charge pour lui de rendre compte périodiquement au président du comité de gestion ;

— il a sous ses ordres le personnel du secteur palmier, qu'il recrute et qu'il administre. Ce personnel est soumis à la réglementation générale appliquée au Togo en matière de main-d'œuvre du secteur agricole ;

— il prépare, en partant du programme global prévu pour le secteur palmier, et dans le cadre du plan, les tranches annuelles de travaux ainsi que les prévisions annuelles de recettes et de dépenses ;

— il assure l'exécution de ces tranches et en rend compte au comité de gestion ;

— il passe les marchés de travaux et de fournitures correspondantes dans la limite des montants fixés par le comité de gestion ;

— il ordonne et liquide les dépenses, il signe les ordres de recettes.

Article 11.

Le directeur du secteur palmier est consulté pour toute opération de crédit agricole dans la zone du secteur, et qui serait de sa compétence.

Le directeur est autorisé à passer avec les organismes de crédit, ou avec tout organisme de crédit agricole des accords en vue du financement des plantations, après approbation préalable du comité de gestion.

TITRE IV*Contrôle**Article 12.*

Un commissaire du gouvernement désigné par le ministre de l'économie rurale dispose en permanence du droit de contrôle le plus étendu sur les activités de la société.

Des contrôles particuliers, notamment d'exécution, pourront être exercés sur le plan financier comme sur le plan technique, par certains organismes apportant leur aide financière et dans le cadre des conventions avec ces organismes.

TITRE V*Programme d'action**Article 13.*

Au cas où le programme préparé par le directeur et approuvé par le comité de gestion ne lui paraîtrait pas conforme à l'objet du secteur palmier et de nature à porter atteinte à ses réalisations ou à celles du plan de développement, le ministre de l'économie rurale, ministre de tutelle de la société, peut, dans les huit jours qui suivent la présentation du programme :

— demander, en motivant sa demande, un nouvel examen de la question, l'exécution des travaux étant pendant ce temps suspendue ;

— si le comité de gestion maintient son point de vue, demander qu'il soit sursis à l'application du programme et rendre compte immédiatement au conseil des ministres.

Dans les trente jours suivant l'intervention du ministre de tutelle, le chef de l'Etat, confirmera cette intervention.

Passé ce délai, le programme devient exécutoire.

TITRE VI*Dispositions transitoires**Article 14.*

En attendant la mise en place des organes de gestion du secteur palmier, la réalisation de tout ou une partie des programmes peut être confiée, par contrat à une société d'intervention disposant de l'encadrement et du matériel technique nécessaire.

Dans ce cas, la société d'intervention propose au gouvernement des candidats pour le choix d'un responsable des opérations dont elle est chargée.

Lorsque les moyens financiers indispensables à la réalisation du secteur palmier sont ceux prévus dans un accord d'assistance technique, l'organisme du financement, représenté par son contrôleur technique ou autre personne désignée par lui, devra donner son accord au choix de la société d'intervention et au contrat passé avec elle.

DECRET N° 66-136 du 26 août 1966 portant organisation du centre national de formation sociale.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République du Togo, ensemble le décret 61-61 du 21 juillet 1961 pris pour son application ;

Vu le décret n° 59-197 du 17 décembre 1959 portant organisation du service des affaires sociales ;

Sur proposition du ministre des affaires sociales ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — Il est créé à Lomé, pour compter de la date de signature du présent décret, un « Centre national de formation sociale ». Il relève de l'autorité du ministre des affaires sociales.

Le centre national de formation sociale forme des agents de promotion sociale selon les besoins du plan de développement du gouvernement et de tout organisme privé à caractère social.

Le cycle de formation des animateurs sociaux et des animatrices sociales dure 2 ans.

D'autres cycles de spécialisation pourront être organisés par arrêté ministériel sur rapport du conseil d'administration.

Art. 2. — Le concours d'admission au centre national de formation sociale pour le recrutement des animateurs sociaux et animatrices sociales a lieu à Lomé et à Sokodé et est ouvert aux candidats :

- a) âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus ;
- b) ayant le BEPC ou le B.E. ou ayant terminé la classe de 3^e, des établissements d'enseignement secondaire ;
- c) justifiant d'un certificat médical satisfaisant.

Art. 3. — Le concours comprend des épreuves écrites, orales et psycho-techniques.

La liste des épreuves, leur déroulement, les coefficients qui leur sont affectés sont fixés par arrêté du ministre des affaires sociales, pris après avis du conseil des professeurs du centre national de formation sociale.

Art. 4. — Les membres du jury sont nommés chaque année avant le déroulement des épreuves sur proposition du conseil d'administration du centre, par arrêté ministériel. Le jury comprend des membres du ministère de l'éducation nationale, du ministère des affaires sociales, du ministère de la santé publique.

Art. 5. — Les compositions écrites sont anonymes. Chaque composition est notée par deux correcteurs.

Art. 6. — Des bourses seront attribuées aux lauréats du concours suivant les possibilités du gouvernement et des organismes privés.

Art. 7. — Les études d'animateurs sociaux comprennent des cours théoriques, pratiques et des stages.

Art. 8. — L'année scolaire débute le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante ; stages pratiques et cours théoriques alternent.

Les vacances sont de : un mois en septembre, 10 jours à Noël et 10 jours à Pâques.

Art. 9. — A l'issue de la première année d'études, un classement des élèves est établi en fonction de la moyenne de passage. Tout élève dont la moyenne est inférieure à 10/20 n'est pas autorisé à passer en 2^e année.

Les élèves boursiers perdent leur bourse sans autorisation spéciale du conseil des professeurs.

Art. 10. — Il est tenu compte pour le classement des élèves à la sortie du centre :

- a) des notes de l'examen de sortie
- b) de la moyenne des notes obtenues au cours des deux années de scolarité
- c) de la moyenne des notes de stages.

Art. 11. — Les élèves admis à l'examen de sortie pourront être recrutés et classés en catégorie C dans les conditions prévues au décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisé.

Art. 12. — La directrice du centre est nommée par arrêté du ministre des affaires sociales. Elle prend dans les limites de sa compétence, toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement du centre. Elle présente au conseil d'administration un rapport annuel sur l'activité du centre.

Art. 13. — Le conseil d'administration comprend :

- Un représentant du ministre ;
- La directrice du centre ;
- Un représentant du ministre de l'éducation nationale ;
- Un représentant du ministre de l'économie rurale ;
- un représentant du ministre de la santé publique ;
- Un représentant du ministre des finances ;
- Un représentant du haut commissaire au plan ;
- Un représentant du conseil des professeurs ;
- Un représentant d'un organisme non gouvernemental nommé par arrêté ministériel en raison de sa compétence pédagogique ou sociale.

Art. 14. — Le conseil d'administration arrête les propositions budgétaires à soumettre au ministre des affaires sociales. Il donne son avis et peut émettre tous vœux touchant l'organisation ou le fonctionnement du centre.

Art. 15. — Le conseil se réunit obligatoirement tous les trois mois et chaque fois que son président le juge nécessaire.

Art. 16. — Les délibérations du conseil ne sont valables que si au moins six de ses membres sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix. Les procès-verbaux comportent en annexe la liste émargée des membres présents. Ils sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 17. — Le conseil des professeurs comprend tous les membres du corps enseignant.

Il est chargé de soumettre à l'avis du conseil d'administration les programmes des cours et des stages, de donner l'orientation pédagogique au centre. Il étudie les problèmes d'ordre pédagogique qui se posent au centre.

Art. 18. — Toute modification des statuts du centre peut être requise par le ministre des affaires sociales sur proposition du conseil d'administration.

Art. 19. — Le présent décret sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-137 du 29 août 1966 abrogeant le décret n° 65-188 du 18 décembre 1965 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure abrogé le décret n° 65-188 du 18 décembre 1965 portant création à Hambourg d'un consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne et nomination de M. Hans Leonhard Steinwaller, en qualité de consul honoraire de la République togolaise chargé de ce consulat.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-138 du 29 août 1966 interdisant toute relation avec la Rhodésie du Sud.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu les résolutions 2012 (XX) du 12 octobre 1965, 2022 (XX) du 5 novembre 1965, 2024 (XX) du 11 novembre 1965 de l'Assemblée générale des Nations Unies et 217 (1965) du 20 novembre 1965 du Conseil de Sécurité ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le gouvernement de la République togolaise ne reconnaît pas la déclaration unilatérale d'indépendance par les autorités de fait de la Rhodésie du Sud.

Art. 2. — Toute relation diplomatique et consulaire, économique et commerciale entre la République togolaise et la Rhodésie du Sud est interdite.

Art. 3. — L'accès du territoire de la République togolaise est fermé à tous navire et aéronef battant pavillon rhodésien et à tous navire et aéronef à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud.

Art. 4. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 août 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-143 du 29 août 1966 portant nomination d'un conseiller à la cour d'appel du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 51-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 51-17 du 12 juin 1961 susvisée ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DECRETE :

Article premier. — M. Faccendini Jean-Jacques, magistrat du 2^e grade, 1^{er} groupe, 4^e échelon, remis à la disposition du gouvernement togolais, et arrivé à Lomé le 18 août 1966, est nommé conseiller à la cour d'appel du Togo.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 août 1966.

N. Grunitzky

Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Par décrets pris en conseil des ministres :

N° 66-139 du 29-8-66. — Le compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1965, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de neuf millions neuf cent neuf mille trois cent quatre vingt quatorze francs (9.909.394 francs).

En dépenses à la somme de huit millions quatre cent soixante treize mille trois cent quatre vingt un francs (8.473.381 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de un million quatre cent trente six mille treize francs (1.436.013 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1966.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1965 s'élevant au total à un million huit cent trente sept mille cent dix francs (1.837.110 francs) sont annulés.

N° 66-140 du 29-8-66. — Le budget additionnel de la circonscription de Nuatja, exercice 1966, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million quatre cent soixante quatre mille huit cent treize francs (1.464.813 francs).

N° 66-141 du 29-8-66. — Le compte administratif de la circonscription d'Anécho, exercice 1965, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de trente millions vingt six mille deux cent soixante cinq francs (30.026.265 francs).

En dépenses à la somme de vingt sept millions cinq cent quarante sept mille cinq cent soixante douze francs (27.547.572 francs), accusant un excédent de recettes de

deux millions quatre cent soixante dix huit mille six cent quatre vingt treize francs (2.478.693 francs), qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1966.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1965 s'élevant au total à deux millions sept cent quatre vingt quinze mille soixante douze francs (2.795.072 francs).

N° 66-142 du 29-8-66. — Le budget additionnel de la circonscription d'Anécho exercice 1966, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions six cent vingt trois mille huit cent soixante onze frs (3.623.871 francs).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 3-MEN du 17 août 1966 définissant le programme de sciences naturelles dans les cours complémentaires.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu l'arrêté n° 32-E du 18 janvier 1935 organisant l'enseignement officiel au Togo ;

Vu l'arrêté n° 160-50-E du 23 février 1950 fixant le statut de l'enseignement officiel du second degré,

ARRETE :

Article premier. — Le programme de sciences naturelles dans les cours complémentaires est défini en annexe au présent arrêté. Il entrera en application :

en octobre 1966, en ce qui concerne la classe de 6^e
en octobre 1967, en ce qui concerne la classe de 5^e
en octobre 1968, en ce qui concerne la classe de 4^e
en octobre 1969, pour la totalité des classes.

Art. 2. — Une réforme des examens du B.E. et du BEPC interviendra pour tenir compte des nouveaux programmes.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 août 1966.

B. Malou

PROGRAMME DE SCIENCES NATURELLES

SIXIEME — Biologie animale :

Etude monographique et biologie d'animaux connus des élèves :

— Le mouton ou la chèvre.

— La volaille.

Biologie végétale :

Etude monographique et biologique de plantes cultivées dans la région et connues des élèves.

— 2 céréales : riz et maïs (Sud) — riz et mil (Nord).

— 1 Légumineuse : haricot — Information sur l'arachide

— Plantes de jardin, (tomates, salades, gombo, piment etc...).

CINQUIEME — *Biologie animale :*

Etude monographique et biologique d'animaux connus des élèves.

— Les bovins

— Le porc.

Information biologique sur les animaux parasites des animaux et des végétaux.

Biologie végétale :

— Etude monographique et biologique de plantes connues des élèves.

— 1 plante à tubercule : manioc ou igname.

— 1 plante industrielle : coton.

— 2 arbres fruitiers :

— Nord : manguier — papayer

— Sud : palmier à huile — agrume ou caféier.

— Information sur le cacaoyer.

QUATRIEME — *La fonction de nutrition chez l'homme, l'animal et la plante :*

Biologie animale :

— Les aliments

— Digestion : simplification des aliments chez l'homme, la vache, la chèvre, les oiseaux.

— Absorption intestinale

— Circulation du sang et de la lymphe

— Respiration

— Mise en réserve

— Excrétion

— Synthèse de la fonction nutrition, l'alimentation équilibrée.

En exercice : hygiène de l'eau — parasites intestinaux.

Tous les chapitres de biologie animale seront traités en prenant l'homme comme référence : on comparera aux caractéristiques de la digestion humaine, les éléments de digestion animale déjà aperçus en 6^e et 5^e lors de l'étude monographique des animaux domestiques.

Biologie végétale :

— Absorption : par la racine, par la feuille.

— Circulation de la sève brute

— Assimilation chlorophyllienne

— Circulation de la sève élaborée

— Respiration

— Mise en réserve et excrétion

— Synthèse de la fonction nutrition : équilibre sol-plante (diagnostic foliaire — engrais — amendement)

— Les fonctions de relation : — *Biologie animale :*

— Les sens : l'œil, l'oreille

— Autres sens : goût, toucher, odorat.

— Le mouvement : les os, les muscles, lisses et striés, propriétés

— Les transmissions, les nerfs : cellule nerveuse, influx nerveux, synapses.

— Les coordinations nerveuses et hormonales : moelle épinière, encéphale,

— Mouvements réflexes et volontaires, le cerveau et l'unité du comportement.

TROISIEME — *La fonction de reproduction :*

— La reproduction chez les animaux (la poule d'abord puis les mammifères).

— L'œuf

— Développement de l'embryon, éclosion ou naissance

— Fécondation

— Caractères particuliers de la reproduction chez l'homme, allaitement chez l'homme : le lait.

— La reproduction chez les végétaux : (faite par comparaison avec la même fonction chez les animaux).

— La graine : structures de la graine, germination et digestion des réserves, dormance et conservation.

— Fécondation chez le riz : structure de la fleur, fécondation, fructification.

— Plantes à fleurs mâles et fleurs femelles (maïs), traitées par comparaison.

— Information sur un champignon parasite.

— Reproduction végétative :

— Greffe animale

— Culture des tissus

Hérédité

Vues sommaires sur l'hérédité.

— *Organisation comparée des animaux et des végétaux :*

— La cellule :

— Principaux types de cellules connues (synthèse des différentes acquisitions) :

— cellules végétales diverses

— cellules animales diverses.

— Biologie de la cellule animale et végétale : métabolisme

— Constitution de la cellule : membrane cytoplasme noyau.

— Information sur la biologie des êtres unicellulaires végétaux (algue) et animaux (amibe).

— Récapitulation : constitution de la matière vivante.

— Les tissus :

— Principaux tissus connus : chez les végétaux, chez les animaux

— Les coordinations d'ensemble : unité de l'organisme dans son milieu :

- Cas particulier: régulation de la glycémie
- La résistance à l'agression en biologie humaine, notions d'immunité, allergie, le paludisme.
- Etude de quelques maladies contagieuses particulièrement importantes au Togo.
- Notion d'équilibre avec le milieu:
- Parasitisme et symbiose
- Cycles de l'azote et du carbone
- Associations végétales et animales.
- *Conclusion:* Place de l'homme parmi les êtres vivants.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Comptoir d'achat et de vente de pierres précieuses

N° 17-MCIT du 3-8-66 — M. Djibril Satiou, commerçant à Lomé, est autorisé à ouvrir un comptoir d'achat et de vente de pierres précieuses (diamants bruts, rubis etc...).

M. Djibril devra préalablement s'inscrire au registre du commerce et se libérer des obligations fiscales réglementaires.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 16 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 30has 39as 86cas, connu sous le nom de Dogbeavoun, et borné au nord par la collectivité Ayi Lankou, au sud par la collectivité Aklikokou et Aklassou Gana, à l'est par Amagatsé Ali et la collectivité Hounsé et Hunsé et à l'ouest par la collectivité Adjanoh et Havi Kpendja, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Danklou Apéti Bolu, cultivateur, représentant la collectivité Bolu, suivant réquisition du 22 novembre 1965, numéro 4902.

Le mercredi 18 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4as 49cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Mme Thérèse Tsotsovi, au sud, à l'est par des rues en projet et à l'ouest par la collectivité Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Savi de Tové Jean-Lucien, fonctionnaire 44, rue d'Amoutivé-Lomé, suivant réquisition du 13 juin 1966, numéro 4977.

Le vendredi 20 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un trapèze irrégulier d'une contenance de 3as 56cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'ouest par le T.T. numéro 282, au sud par une rue en projet et à l'est par Ehlin Emile, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbédoké K. Robert, mécanicien-chauffeur au ministère de l'information — Lomé, suivant réquisition du 13 juin 1966, numéro 4978.

Le lundi 23 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3as 74cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Houessou Egloh, au sud par Martin Apeti, à l'est par voie ferrée Lomé-Atakpamé et à l'ouest par le T.F. numéro 4023, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kodjo Akossou, blanchisseur à Lomé-Tokoin-Gbadago, suivant réquisition du 15 juin 1966, numéro 4980.

Le mercredi 25 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 46as 57cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'est, à l'ouest par Apédo Mivessomé et au sud par la collectivité Kpokou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sodogas Thonadey Michel, adjoint technique ppal. T.P. à Lomé, suivant réquisition du 12 juillet 1966, numéro 4984.

Le vendredi 27 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Akodessewa, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 20as 51cas, connu sous le nom de Anfanmé et borné au nord par Valentin Atikpo, au sud par la collectivité Petu Somana, à l'est par la collectivité Sakokou Nyavor et à l'ouest par Apé-

do Mivessomé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sdogas T. Michel, adjoint technique principal T.P.-Lomé, suivant réquisition du 12 juillet 1966, numéro 4985.

Le lundi 30 janvier 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Télasou, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 23has 65as 93cas, et borné au nord par Sodo Agbo et André Adiaba, au sud par un sentier entre les cantons d'Aflao et Agouévé, à l'est par Kouto Dovi Sagbleki et à l'ouest par Seble Alagban, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gatsiglo Aki Agou, chef du village Madjikipéto, suivant réquisition du 13 juillet 1966, numéro 4986.

Le mercredi premier février 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un triangle, d'une contenance de 4as 98cas, connu sous le nom d'Abobokomé et borné au nord par la rue d'Anécho prolongée, au sud, à l'ouest par le TF. numéro 2670 TT. et à l'est par les héritiers Aku, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Victoria Anthony, née Amégashie, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 18 juillet 1966, numéro 4987.

Le vendredi 20 janvier 1967 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier

d'une contenance de 3as 98cas, connu sous le nom de Tokoin-Lycée et borné au nord, à l'est par des rues en projet, au sud par le lot numéro 12 et à l'ouest par Gartner Otto Augustin, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gartner Otto Augustin, ingénieur des mines à Lomé, suivant réquisition du 26 juillet 1966, numéro 4989.

Le vendredi 3 février 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 34as 31cas, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par Vioto Boto, au sud par Gavor Kodjo, à l'est par Togbui Etsé et à l'ouest par Patience Sanvee, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Edzinawo Ametowossina, peintre à Bè, suivant réquisition du 27 juillet 1966, numéro 4990.

Le lundi 6 février 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance de 4as 01ca, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'est par la collectivité Zankou, au sud par une rue et à l'ouest par Avenue du Camp, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mensah Sowou Jean, cultivateur-plantier à Lomé, suivant réquisition du 27 juillet 1966, numéro 4991.

Le conservateur de la propriété foncière,

E.K. Dogbé

